

Sarkozy, entre méthode coué et persuasion

Sans enregistrer d'avancée décisive dans les sondages, Nicolas Sarkozy continue de dérouler sa stratégie électorale. Revue de détails.

Inutile d'attendre la nomination rapide du futur directeur de la campagne de **Nicolas Sarkozy**. Pour l'instant, celui-ci occupe le poste, n'ayant confiance qu'en lui-même pour conduire la séquence politique actuelle ! Et cela durera jusqu'à fin février 2012, date supposée de sa déclaration officielle de candidature à la présidentielle. Pourquoi fin février et pas fin mars, comme l'avait fait **François Mitterrand** en 1988 ? *"Parce qu'avec moins de huit semaines de campagne, il sera difficile de rattraper l'avance que, selon les sondages, François Hollande a pris sur le président"*, commentent des conseillers.

En attendant, le rythme des déplacements présidentiels en province - sept en novembre pour un coût unitaire moyen que la **Cour des comptes** évalue à 90 000 euros - va s'accélérer. Nicolas Sarkozy a aussi demandé à l'équipe réunie

autour de son chef de cabinet **Guillaume Lambert** (voir *Entourages* n°34) d'en allonger la durée, en janvier. A charge pour les préfets de loger le chef de l'Etat lorsqu'il passera une nuit sur place...

La direction de l'**UMP** estime que le matelas électoral traditionnel de la droite a été à peu près reconstitué. Ce qui garantit a priori la qualification du président sortant au second tour du scrutin, comme imaginé cet été (LLA n°s 1501 et 1511). Passer ce cap était alors considéré comme décisif. Mission accomplie ! Reste à trouver les quelque 10% de voix qui, en l'état, manquent toujours à l'appel pour l'emporter le 6 mai 2012. La décision de **Marine Le Pen** de ne pas donner de consignes de vote si elle est éliminée au premier tour peut aider. A condition toutefois que Nicolas Sarkozy retrouve grâce aux yeux des électeurs lepénistes d'ici là. Pour cela, lors de ses prochains déplacements, quelques séances d'autocritique publique sur son comportement au début du quinquennat sont déjà concoctées à l'Élysée.

Nadine Morano voit des sectes partout..

Symbole de la gouvernance "sarkozyste", Nadine Morano s'honore de "vulgariser ses dossiers". Sans craindre les approximations. Exemple.

La ministre de la formation professionnelle n'y est pas allée par quatre chemins ! Selon **Nadine Morano**, sur 3 000 organismes qui auraient été contrôlés par ses services ces deux dernières années, *"1 800 proposaient des formations de type comportemental laissant apparaître une approche relevant d'une dérive sectaire"*. Cette accusation a été brandie lors des assises de la qualité de la formation professionnelle, le 23 septembre. Or, ce diagnostic est erroné.

800 organismes seulement proposant des prestations relevant du *"développement personnel"* - sur 3 000 recensés en France - ont été, en réalité, contrôlés entre 2010 et 2011. Et les services compétents n'ont saisi la justice que sur un cas suspect de dérive sectaire... Un quart des stages contrôlés n'avaient toutefois rien à voir avec de la formation professionnelle : ils relevaient plutôt d'une activité de loi-

sir ou de pratiques dites *"thérapeutiques"*. Ce constat a donc provoqué l'organisation d'un second cycle d'inspections susceptibles d'entraîner des poursuites pour usage illégal de la médecine ou de la pharmacie.

En intervenant spectaculairement sur ce terrain, au risque d'assimiler abusivement à des sectes des structures dispensant ces prestations, Nadine Morano avait voulu emboîter le pas à son ex-collègue de l'Assemblée, **Georges Fenech**, actuel président de la **Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives à caractère sectaire** (Miviludes). Mais, ce faisant, elle s'est trompée de cible. Le problème est plutôt à rechercher dans les facilités administratives qui ont été accordées sans discernement à ces organismes. Se déclarer prestataire de formation professionnelle permet en effet d'obtenir un statut avantageux bénéficiant automatiquement d'exonérations de TVA. Et, à ce jour, aucun garde-fou n'empêche qu'une telle dérive ne se reproduise.

"Mosco", grand témoin européen.

Avec une douzaine de collègues d'Europe centrale et orientale, des Balkans et de Turquie, l'ambassadrice de la République tchèque en France a reçu à déjeuner **Pierre Moscovici**, le 5 décembre. Le directeur de campagne de **François Hollande** et ex-ministre des affaires européennes a ainsi pu tester ses arguments contre le projet franco-allemand, présenté au dernier **Conseil européen**. Et avec lui, les participants ont convenu que la modification des traités de l'**UE**, tout juste décidée, pendra plus de temps que prévu par **Nicolas Sarkozy** et **Angela Merkel**.

Lunettes rouges et casque bleu ?

Eva Joly s'est attribué une mission en marge de la campagne présidentielle : pacifier les relations entre **Dany Cohn-Bendit** et **Cécile Duflot**. Tous deux ne se parlent presque plus depuis septembre, ce qui parasite le climat au sein du premier cercle des cadres écologistes.

Les parrains de Dupont-Aignan.

Avec la bienveillance de l'Élysée, le candidat souverainiste **Nicolas Dupont-Aignan** a collecté une part importante de ses actuelles promesses de parrainages de sa candidature à la présidentielle dans l'Est de la France, notamment dans les Ardennes et en Lorraine. Les élus locaux "divers droite" volontaires éviteront ainsi d'avoir à se poser la question du parrainage ou pas de **Marine Le Pen**.

Mélenchon bizuté dans l'Allier.

Les communistes de l'Allier ont réservé une étrange réception à **Jean-Luc Mélenchon** pour sa venue, le 6 décembre. Une réunion a mobilisé 600 personnes à Cosne d'Allier autour du candidat du **Front de gauche** (FG). Or, un meeting à Montluçon, où le **PCF** tient le conseil général, aurait rassemblé plus de monde. Les amis d'**André Chassaing**, ex-rival de Mélenchon et majoritaires au sein du FG local, auraient-ils choisi cette petite ville au cœur du bocage bourbonnais pour éviter un vrai succès de Mélenchon dans l'Allier ?

Arthuis, valeur sûre... Le sénateur de la Mayenne, **Jean Arthuis**, influent auprès de **François Bayrou** (LLA n°1505), assistait à la déclaration de candidature du président du **MoDem**, le 7 décembre. Pour autant, celui-ci reste l'un des rares parlementaires centristes en contact régulier avec l'Élysée et **François Fillon**. Ce qui lui a valu, début novembre, d'être "chargé d'une mission temporaire" par Matignon. L'étude - à rendre en mars - porte sur l'avenir de l'euro.